

RÉSISTANCES LIBERTAIRES

Journal de la CGA - Coordination des Groupe Anarchistes

N° 7 SPÉCIAL - Février 2017



AUSTÉRITÉ
INÉGALITÉS
RACISME
MISÈRE
PATRIARCAT
VIOLENCES
POLICIÈRES
SÉCURITAIRE

**LES RÉGRESSIONS
SORTIRONT DES URNES,
LE SEUL VOTE UTILE
C'EST LA GRÈVE !**

Sommaire

- Page 2 : Les politiciens ne sont pas la solution, ils font partie du problème !
- Page 3 : Les élections nous divisent ! Soyons uni-e-s dans les luttes pour changer de société
- Page 6 : Autogestion et démocratie directe, le projet libertaire
- Page 8 : La question du Vote utile et de la montée du fascisme



LES POLITICIENS NE SONT PAS LA SOLUTION, ILS FONT PARTIE DU PROBLÈME !

Depuis que le système électoral est en place, celui-ci apparaît pour une grande partie de la population comme le seul et unique moyen de participer à la vie politique et de désigner ses dirigeants.

Ce système de représentation nous est inculqué depuis des générations comme unique modèle pour parvenir à une prétendue démocratie ; il peut être laissé de côté par les déçu-e-s de la politique, mais il est rarement remis en cause.

Les politicien-ne-s de moins en moins crédibles

La démocratie représentative est en crise ; les taux importants d'absentéisme sont une tendance lourde depuis la fin des années 1980. Le « peuple », tout du moins celui qui a le droit de voter aux élections (les étranger-e-s et les personnes privées de leurs droits civiques en sont exclu-e-s), se sent de moins en moins représenté par la classe politique. Plus globalement, on peut affirmer que de plus en plus de personnes comprennent que le vote aux élections n'est pas un moyen de changer réellement les choses, voire que les élections les

privent de l'exercice de leur souveraineté en donnant des chèques en blanc à des politiciens.

Il apparaît clairement que ce système de représentation a été mis en place pour qu'une minorité conserve le pouvoir et qu'il sert à museler les soulèvements populaires par le jeu des échéances électorales. Car pour ceux qui détiennent le pouvoir, le seul espace légitime laissé au reste de la population pour exprimer ses choix est confiné aux urnes : cela leur permet de limiter le plus possible

l'impact des luttes sociales, en ne prenant pas en compte leurs revendications.

Au-delà du refus de donner carte blanche aux politicien-ne-s, notre refus de participer aux élections, ou d'y voir un moyen de changement social émancipateur profond, s'explique donc aussi par l'analyse que nous portons sur l'État. Celui-ci n'est pas une structure neutre, il vise d'abord à se perpétuer, et est toujours au service de la classe dominante ou d'une nouvelle classe dominante.

Loin des urnes, renforcer les luttes

C'est pourquoi ce n'est pas par une prise de pouvoir politique que l'on peut parvenir à un changement social émancipateur. Il est d'ailleurs vain d'espérer, au sein d'une société capitaliste, une organisation politique égalitaire puisqu'il y subsiste l'inégalité économique. De même, une révolution économique qui maintiendrait un système politique inégalitaire engendrerait la reconstitution d'une nouvelle (ou ancienne) classe dirigeante : c'est l'exemple des révolutions d'inspiration marxiste de

tout le 20ème siècle. Le propos de Michel Bakounine, qui affirmait il y a plus d'un siècle et demi que « **la liberté sans le socialisme, c'est le privilège et l'injustice, et le socialisme sans la liberté, c'est l'esclavage et la brutalité** », conserve ainsi toute sa pertinence aujourd'hui.

Les institutions font système avec le capitalisme, et le capitalisme se nourrit des inégalités sociales, comme de la soumission des travailleurs et travailleuses. Rompre

avec l'injustice sociale, c'est donc aussi rompre avec l'État, et donc avec le système électoral. La minorité dominante l'a compris et, en quête de cette légitimité dont elle a besoin pour gouverner, elle recourt à des stratégies pour nous effrayer et nous culpabiliser de ne plus voter : le fameux vote du moins pire ou le vote barrage à l'extrême-droite ne sont que des outils supplémentaires brandis par les politiciens pour se déresponsabiliser et éloigner la population des alternatives possibles.



**LES ÉLECTIONS NOUS DIVISENT !
SOYONS UNI-E-S DANS LES LUTTES
POUR CHANGER DE SOCIÉTÉ**

SE DÉCONNECTER DE L'AGENDA ÉLECTORAL CAR IL ÉLOIGNE DE LA LUTTE

Les élections comme tribune ?

La participation au jeu électoral, même dans une moindre mesure, modifie les comportements des militant-e-s : source de notoriété, de financement, elle devient vite indispensable à tout appareil, et entraîne un glissement du « radicalisme » à l'intégration institutionnelle et gestionnaire. Qui plus est, les élections cantonnent les individus dans la consommation, dans le choix « du bon candidat », du « bon maître », légitiment le rapport dirigeants/dirigé-e-s et produisent des effets d'adhésion ou d'opposition qui n'ont aucune traduction sur le terrain des luttes.

La dynamique électoraliste a également tendance à enfermer les interventions des actrices et acteurs du mouvement social dans

une logique institutionnelle : les mouvements sociaux sont limités à la sphère du groupe de pression, du lobby, au terrain de recrutement pour le parti... Tout l'effort est orienté vers la logique institutionnelle : les réseaux syndicaux, associatifs sont sollicités dans ces « aventures » sans autres lendemains que le renforcement des partis les composant et des appétits politiques de tel ou telle. Résultat : des inévitables divisions, des énergies focalisées sur des échéances qui n'ont aucune incidence significative sur la vie quotidienne des millions de travailleuses et travailleurs avec ou sans emploi. Il est d'ailleurs significatif qu'une telle énergie n'ait jamais été mis au service, par exemple, de la préparation d'une grève gé-

nérale interprofessionnelle, ne serait-ce que sur des revendications immédiates du type hausse des salaires, baisse du temps de travail, etc.

Quitter le terrain du spectacle pour le rapport de force réel, voilà qui n'est vraiment possible qu'en rompant définitivement avec la participation électoraliste, en refusant toute influence politicienne même des partis « révolutionnaires » dans les mouvements sociaux. Or, plus tel ou tel parti « révolutionnaire » progresse électoralement, plus il s'appuie sur cette pseudo-légitimité dans les mouvements sociaux pour les instrumentaliser à ses fins.

Les perspectives électoralistes : agent démobilisateur des luttes

Certains échecs du mouvement social et syndical à s'opposer aux différentes grandes contre-réformes (retraites, code du travail, etc.) peuvent s'expliquer en partie par son attachement à l'élec-

toralisme. L'exemple de 2010 est à cet égard parlant : l'opposition à la contre-réforme des retraites était numériquement importante, des secteurs clés de l'économie en grève, des volontés de blocage de

l'économie présentes, et on pouvait espérer une réelle confrontation avec le pouvoir pour gagner cette lutte. Une part non négligeable des militant-e-s de la gauche « antilibérale » influente

dans les réseaux syndicaux a, elle, joué l'agenda électoral : la nécessaire lutte pour gagner s'est muée en manifestations d'opinion pour préparer l'alternance de 2012... on a vu pour quels résultats !

De la même façon, le réveil salu- taire, mais tardif et partiel de l'op- position contre la loi travail ne doit pas faire oublier l'apathie du mou- vement social lors des 4 premières années du quinquennat de Hol- lande, malgré les mauvais coups qui ont plu (ANI, loi Macron, etc.). Là aussi, la logique électoraliste a largement pesé : il est compliqué pour des militant-e-s syndicaux, politiques et révolutionnaires

d'être crédibles dans des appels à mobiliser contre un gouverne- ment qu'ils/elles ont contribué à faire élire, et présenté comme le rempart (même le moins pire) au rouleau compresseur libéral Sar- kozy... Nous avons payé les appels à « barrer la route à Sarkozy » et donc à voter Hollande au soir du premier tour de 2012 de toute la gauche (NPA compris). Donner une part de légitimité à ceux qui nous gouvernent éloigne mécani- quement de la lutte à mener sur le terrain social.

Contrairement à ce que supposent les positions d'une bonne partie de l'extrême-gauche, on ne peut

donc pas à la fois appeler à voter pour faire barrage et espérer en parallèle des mobilisations so- ciales d'ampleur. C'est ignorer la puissante force d'inertie du sys- tème électoral que même les plus beaux discours révolutionnaires ne peuvent changer. C'est, in fine, retarder encore davantage la pos- sibilité d'auto-organisation de la majorité des travailleurs et des tra- vailleuses : une perspective allé- chante mais encore très éloignée de nous à l'heure actuelle. Raison de plus pour garder le cap et ne pas s'attarder dans les querelles politiciennes !

CHANGER LES FAÇONS DE DÉCIDER POUR LUTTER CONTRE LE CAPITALISME ET LUTTER CONTRE LE CAPITALISME POUR CHANGER LES FAÇONS DE DÉCIDER

D'autres envies de faire de la politique

On perçoit dans les mouvements sociaux comme celui contre la Loi Travail et son monde, une aspiration à contrôler ses luttes, à décider à la base. Les différents collectifs, AG et Nuits debout qui ont fleuri durant le printemps sont certainement les témoins de ce phénomène et ont porté une forte critique de la non repré- sentation de la population par les politicien-ne-s. Avec une volonté de s'organiser autrement, de fa- çon plus horizontale, nous avons renoué avec des formes intéres- santes de solidarité de classe. Cette aspiration offre de réels points de convergence avec des éléments (démocratie directe, fédéralisme) dont le projet anarchiste est por- teur. Cette situation, relativement

inédite, doit fournir l'occasion au mouvement social dans sa globalité de prendre du recul, de tirer des bilans, dans le but de rénover ses pratiques.

Hors du mouvement social par ailleurs, des initiatives citoyennes voient le jour pour restreindre l'accaparement du pouvoir par les élus. Le fonctionnement de la municipalité de Saillans¹ dans la Drôme, qui repose sur la partici- pation des habitant-e-s aux déci- sions et à leur mise en œuvre, ain- si que sur une équipe municipale collégiale, est à ce titre révélateur de ce besoin d'une meilleure re- présentation de la population, et montre qu'il existe d'autres ma- nières de s'organiser, d'autres ma-

nières de prendre des décisions que la simple délégation de pou- voir.

Mais ces expériences, si elles ne manquent pas d'intérêt, ne peuvent constituer la voie vers un changement social émanci- pateur en profondeur. En dehors des limites légales et du périmètre restreint des compétences muni- cipales, ces initiatives ne traitent pas de façon centrale les questions économiques et sociales : la loi Travail par exemple et plus glo- balement les effets du capitalisme (chômage, misère, précarité, iné- galités) s'appliquent de la même façon à Saillans qu'ailleurs.

Pas de débouchés politiques au mouvement social : une chance à saisir

L'absence de débouchés politiques crédibles pourrait représenter une opportunité de réappropriation et d'auto-organisation de la vie po-

litique. Mais des militant-e-s et individus sincères risquent d'être tenté-e-s par l'édification d'un nouveau parti pour faire de la po-

litique autrement, sur des bases « vraiment » de gauche : France insoumise, Nouvelle donne, Parti pirate, Podemos en Espagne, vo-

lonté de prolonger les Nuits Debout sur le terrain électoral, les exemples et les possibilités ne manquent pas...

Rappelons que toutes les expériences précédentes (notamment les Collectifs Unitaires Anti-Libéraux créés dans la dynamique du NON au traité constitutionnel européen) ont débouché sur des divisions ou de l'institutionnalisation. Pour rester sur l'exemple des CUAL, le regroupement initial de l'opposition à l'Europe libérale s'est rapidement transformé en foire d'empoigne pour savoir s'il fallait soutenir Bové, le NPA, le Front de gauche ou rester indépendant... beaucoup de perte d'énergies et aucune modification du rapport de force face aux dirigeants-e-s.

Les discours sur la nécessité de changer de République en adoptant la 6ème, ceux appelant à un processus de création d'une nouvelle constitution, restent dans le schéma où un changement d'or-

ganisation politique déconnecté d'un processus révolutionnaire pourrait réellement améliorer nos conditions de vie. Ces (fausses) perspectives ont eu un certain écho chez des participant-e-s aux mouvements sociaux, car elles se nourrissent de la légitime aspiration d'être mieux représenté-e-s. Elles constituent pour nous une chausse-trappe à éviter absolument.

Limiter son action à la nécessaire tâche de repenser une organisation politique réellement démocratique entraîne une dynamique où sont laissées de côté la bagarre à mener sur le champ économique et la nécessité d'un changement révolutionnaire pour mettre fin à la propriété privée des moyens de production.

Car nous ne pensons pas qu'un changement social profond puisse déboucher d'une phase révolutionnaire transitoire de type étatique, qu'elle se fasse à travers un homme providentiel ou bien

un groupe aux allures populaires. Les exemples récents de Syriza en Grèce ou de Podemos en Espagne ont montré leurs limites quant à un changement social, et, pire encore, leur pouvoir d'assèchement et de division sur le terrain de la contestation sociale. En effet, l'intégration aux institutions a toujours eu un effet paralysant pour les partis de gauche ayant joué le jeu politicien, avec son lot de renoncements idéologiques et d'acceptation – ou de renforcement – des inégalités. Plus globalement, des premiers partis socialistes à Syriza et Podemos, en passant par le programme commun de la gauche porté au pouvoir en France en 1981, 150 ans de réformisme ont démontré l'incapacité de celui-ci à sortir du capitalisme.

Nos conquêtes sociales n'ont pas été obtenues grâce à l'État mais bien, par nos luttes. Et lorsque le rapport de force baisse, l'État est l'agent de la régression sociale à travers ses lois antisociales, ses privatisations et sa répression.

POUR GAGNER, POUR BÂTIR UNE AUTRE SOCIÉTÉ, LE MOUVEMENT SOCIAL DOIT S'AUTO-ORGANISER !

Plus de temps à perdre, plus de divisions

Les revendications sur le terrain social nous unissent, les stratégies électoralistes, elles, nous divisent. Nous devons rompre avec la logique électoraliste qui ronge de l'intérieur nos luttes sociales et qui les empêchent d'aller au bout de leurs démarches revendicatives. Guerres, accroissement des inégalités, pauvreté, menaces sur notre environnement, violences racistes et sexistes, il y a urgence à rompre avec ce système mortifère qu'est le

capitalisme.

Notre projet comme nos actions au sein des luttes sociales doivent donc tendre à ne pas déconnecter la nécessité de lutter avec les façons dont la lutte est menée. Au sein de nos lieux de vie, des syndicats, des comités, des collectifs, des Assemblées Générales, des Nuits Debout, nous devons nous efforcer de diffuser des pratiques d'organisations horizontales, en

démocratie directe. Ces pratiques que nous diffusons aujourd'hui au sein des luttes doivent être un appui pour faire fonctionner la société de demain sur une base égalitaire et libertaire. Si la tâche est vaste, elle nous paraît plus réaliste et plus constructive que les revendications pour obtenir une 6ème république, une nouvelle constitution ou que mettre un bulletin dans l'urne ...

Lier les questions sociales et celles de l'organisation politique

Le problème est selon nous moins dans un changement de discours à avoir que dans un changement

de méthode : le mouvement social doit être porteur des luttes ET d'un projet de société alternatif au

capitalisme. Il ne doit plus se restreindre à mener des luttes et déléguer les orientations globales aux

politicien-ne-s. Le mouvement syndical est largement typique de cette division des tâches ; au syndicat les revendications quotidiennes et immédiates, aux politicien-ne-s la clé de la menée de la société. Pour gagner de nouveau, nous devons en finir avec cette logique et renouer avec l'esprit du syndicalisme révolutionnaire, de l'anarcho-syndicalisme, et globalement de la première internationale ouvrière qui affirmait que « l'émancipation des travailleuses et des travailleurs sera l'œuvre des

travailleuses et des travailleurs elles/eux-mêmes ».

Si on ne veut pas déléguer aux politicien-ne-s une vision politique globale, le mouvement social doit se réapproprier un discours et des pratiques pour changer la société et l'administrer directement sans l'État. Et pour cela, rompre avec l'électoratisme... Le seul vote « révolutionnaire » reste celui qui décide la grève et les luttes dans les assemblées générales et les syndicats, qui se traduit par une conver-

gence des résistances au capitalisme et à l'État, hors et contre les institutions.

Ce refus de participer au jeu électoral n'est pas une position dogmatique mais bien une volonté de proposer une alternative, de proposer une autre société basée sur la participation la plus collective et anti-autoritaire possible au processus de décision, sur l'autogestion de nos actes et nos luttes pour aboutir à une société égalitaire.



AUTOGESTION & DÉMOCRATIE DIRECTE

LE PROJET LIBERTAIRE

Souvent déformé et décrédibilisé par les politiciens de tout bord, le mouvement anar-chiste a toujours refusé de participer à ce système électoral : pour nous, il est hors de question de légitimer un tel processus et de laisser décider une minorité à notre place. En effet, pourquoi voter pour une seule personne censée représenter l'ensemble de la population ; qui n'aura pas de compte à rendre sur ses décisions même si elles vont à l'encontre de ses promesses ; et que l'on ne pourra pas révoquer si elle trahit ses engagements ?

Pour une démocratie directe

Face à ce système de « chèque en blanc » donné à une personne censée prendre des décisions pour l'ensemble des électeurs, nous opposons la **démocratie directe**. Celle-ci repose sur la prise de **décisions collectives**, qui permettent de **donner mandats** à d'autres personnes pour **effectuer des tâches données, limitées dans le temps**, avec un regard sur

l'action menée et **la possibilité de révoquer ce mandat** si celui-ci n'est pas respecté.

Pour ne pas arriver à une sorte de spécialisation avec toujours les mêmes personnes mandatées, la **rotation des tâches** est aussi proposée pour permettre à chacune de prendre part au processus démocratique.

Il s'agit bien d'une organisation horizontale où chaque personne peut s'intégrer réellement et directement au processus de décision, où l'on décide collectivement de ce qu'on produit, comment on le produit (en lien avec les questions écologiques), comment on le distribue, et plus généralement de tous les choix de société.

Pour un fédéralisme libertaire

Mais face à cette proposition de démocratie directe, souvent méconnue et en totale opposition avec le système habituel, la méfiance ou l'incompréhension vient souvent du fait que ce système ne semble pas fonctionnel à grande échelle, et qu'il risque de reproduire un centralisme dans les décisions.

C'est pourquoi, nous proposons **le fédéralisme** comme mode d'organisation à grande échelle : il s'agit pour des groupes ou des communes de s'associer librement. Nous l'expérimentons à la CGA avec des groupes locaux qui restent autonomes dans leurs actions sans répondre à un organe centralisé qui dicterait l'action de chacun-e.

Pour être le plus clair possible sur l'organisation en mode fédéraliste : des entités géographiques

se réunissent d'abord en appliquant la démocratie directe en Assemblée Générale à des petites échelles (quartier) en s'organisant de la façon qui leur convient. Ces entités prennent des positions et peuvent décider ensemble d'éléments relevant d'échelons géographiques plus importants (villes, départements, régions, etc.). Ces décisions sont portées par des mandaté-e-s révocables, désigné-e-s au sein de chacune des différentes entités, qui se retrouvent pour se mettre d'accord. Selon les situations et les choses à décider, les mandaté-e-s ont des mandats ouverts, semi-ouverts ou fermés, ce qui leur donne un degré de souplesse, ou non, lors de la prise de décisions, en fonction des positions des autres mandaté-e-s.

Dans tous les cas, les mandaté-e-s ne peuvent pas porter des propositions qui vont à l'encontre de

celles que le groupe a déjà établies.



Pour éviter que des mandaté-e-s prennent du pouvoir, des garde-fous existent : **non-professionnalisation, comptes rendus de mandats, rotation des mandats, révocabilité.**

Pour une révolution politique, économique et sociale

Bien sûr, la mise en place de la démocratie directe et du fédéralisme n'est pas compatible avec le système capitaliste qui écraserait ou viderait de son sens ce type d'organisation. Si un changement se fait au niveau de la prise de décision au plan politique, mais que nous nous trouvons toujours confronté au système capitaliste, l'effet se réduira à quelques changements en interne mais sans aucun impact sur la société.

C'est pourquoi au niveau économique, nous proposons un sys-

tème basé sur le communisme libertaire (en totale opposition au communisme autoritaire), c'est-à-dire un fonctionnement également basé sur la démocratie directe et le fédéralisme autogestionnaire sur les lieux de travail et par secteurs d'activité, et la mise en commun des richesses produites, des moyens de production et d'échange.

Nous sommes contre le fait qu'il y ait des personnes qui possèdent ces moyens (les patrons, les bourgeois), et que la grande majorité

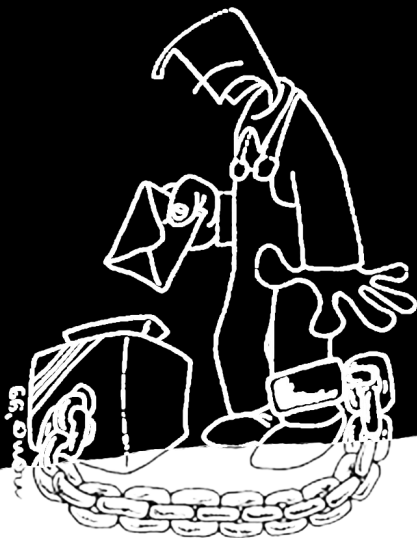
n'ait que (ou principalement) leur force de travail à vendre.

Nous sommes pour un partage égalitaire des tâches, en fonction des possibilités de chacun-e, pour la mise en commun des richesses, et pour leur répartition égalitaire, en fonction des besoins.

Nous pensons que cela passe **par un processus révolutionnaire**, car les possédants et leurs alliés ne se laisseront pas faire.

Ainsi, le fédéralisme autogestionnaire et la démocratie directe ne sont possibles qu'avec une double structuration : au niveau économique (prendre des décisions par entreprises, branches, inter branches) et géographique.

C'est pourquoi, nous parlons d'autogestion généralisée avec fédéralisme.



LA QUESTION DU VOTE UTILE ET DE LA MONTÉE DU FASCISME

Voter pour le moins pire, une logique mortifère

Chaque élection est l'occasion d'injonctions, la plupart du temps intéressées, pour voter pour le candidat le « moins pire ». Jusqu'à aujourd'hui, l'argument du « vote utile » était principalement invoqué par la social-démocratie afin d'éviter la dispersion de l'électorat de gauche et ce, à son profit. La gauche au pouvoir, en France comme ailleurs, a pourtant depuis longtemps montré son adhésion sans faille au système capitaliste : privatisations, généralisation de la précarité, lois racistes et sécuritaires, casse des retraites, etc. Les politiques mises en œuvre lors de la présidence Hollande – qui ne doit son élection que grâce au soutien d'une grande partie de la gauche et de l'extrême-gauche sur fond d'anti-sarkozysme – cassent une nouvelle fois l'idée que, finalement, la gauche au pouvoir fera moins pire que les gouvernements de droite (voir encadré). Même si les épisodes sombres du mitterrandisme et du jospinisme auraient dû vacciner les électeurs

contre ce chantage ou cette peur du « pire », une grande partie des travailleurs et des travailleuses reste sensible à ce genre d'arguments, et 2017 ne devrait pas faire exception.

Quelle que soit la couleur politique des gouvernements, les avancées sociales ne dépendent que de notre capacité et notre détermination à engager un rapport de force avec le pouvoir. Avec la gauche au pouvoir, il a fallu attendre près de quatre ans pour réussir à construire un mouvement social d'ampleur alors que les attaques contre le monde du travail et les classes populaires ont débuté bien plus tôt dans le quinquennat.

La logique du « moins pire » est donc un signe fort de défaitisme, d'impuissance et d'illusion au sein de notre camp social, et constitue à ce titre un des piliers de l'électorisme. La montée de l'extrême-droite et l'extrême-droitisation de la droite dite tradition-

nelle ne risquent pas d'y mettre un terme chez l'électorat progressiste. La défaite annoncée de la gauche déplace le curseur du « moins pire » toujours plus à droite, si bien que plusieurs milliers d'électrices-eurs de gauche sont allés voter Juppé aux primaires de la droite ! Est-ce que ce seront les mêmes qui, peut-être dans quelques années, pour « éviter le pire », iront voter pour Florian Philippot contre Bruno Gollnisch à la primaire du Front national ?

Voter pour le moins pire, c'est entretenir un système politique qui perpétue les inégalités dont se nourrissent la bourgeoisie et les réactionnaires pour exercer leur mainmise sur nos vies, que ce « pire » se nomme selon les circonstances gauche, droite ou extrême-droite. Or c'est justement ces inégalités qui, paradoxalement, permettent de rendre chaque fois plus audibles les discours de l'extrême-droite.

M o n t é e d u f a s c i s m e

L'extrême-droite prospère élection après élection, au fur et à mesure des ravages provoqués par la crise de l'économie capitaliste et sa gestion par les gouvernements en place. Son discours soi-disant social et anti-système joue sur la détresse des exploité-e-s, et détourne la colère envers les vrais responsables, au profit d'un repli identitaire, raciste et réaction-

naire.

La « lepénisation » du champ politique n'a été permise que grâce aux politiques libérales, racistes et sécuritaires des gouvernements successifs. Les politiciens de droite et de gauche ont beau jeu aujourd'hui de prétendre faire barrage au Front national, ils n'en restent pas moins ses promoteurs



Manifestation policière à Lyon, le 4 novembre 2016

les plus fidèles en reprenant à leur compte son programme et sa vision de la société. Le projet de déchéance de nationalité, l'obsession islamophobe, le refus d'ac-

cueillir dignement des milliers de réfugié-e-s ou encore la prise en compte des revendications réactionnaires liées aux manifestations policières constituent les

dernières illustrations d'un pouvoir embourbé dans la surenchère raciste et sécuritaire.

La gauche moins pire que la droite et l'extrême-droite ? Retour sur le quinquennat Hollande

Cadeaux au patronat (CICE, Pacte de responsabilité), casse du code du travail (Lois Macron, Rebsamen et El Khomri, ANI), criminalisation de l'action syndicale (Air France, Goodyear...), baisse des APL, renforcement du contrôle des chômeurs, casse programmée du système hospitalier et plus généralement des services publics, poursuite des grands projets inutiles (Notre-Dame-des-Landes, LGV Lyon-Turin...), soutien à l'énergie nucléaire, fichage généralisé de la population, mise en place de l'état d'urgence, poursuite de la chasse aux migrant-e-s

et aux sans-papiers, projet de déchéance de nationalité, ventes d'armes aux pétromonarchies, soutien de Valls aux arrêtés islamophobes «anti-burkini», etc. : cette longue liste de réformes ou de projets de loi n'a rien à envier aux programmes les plus réactionnaires de la droite ou de l'extrême-droite¹. La gauche est-elle donc vraiment « moins pire » que la droite ? Le doute est plus que permis.

1. Pour un bilan exhaustif, consulter le site : <https://www.bilan-ps.fr/>

Le système électoral du face à la montée du fascisme

Contrairement à ce que les médias dominants et les politicien-ne-s ressassent à chaque élection, ce ne sont donc pas les abstentionnistes qui font monter l'extrême-droite. La dénonciation de l'abstention permet aux dirigeants, et à ceux qui prétendent un jour le devenir, d'évacuer à peu de frais leur responsabilité dans ce phénomène. Ce ne sont pas les discours et les actes racistes, sexistes, homophobes, transphobes, antisociaux et sécuritaires qui sont accusés de faire le jeu du Front national dans ce cas-là, mais des abstentionnistes sans réel relais politique et médiatique, dont on ne connaît d'ailleurs pas les préférences politiques (rien ne permet d'affirmer que les abstentionnistes voteraient tou-te-s contre le Front national s'ils/elles devaient se rendre aux urnes).

Voter pour des candidats qui, fatalement une fois arrivés au pouvoir, continueront la chasse aux immi-

gré-e-s, le verrouillage des frontières et renforceront l'appareil sécuritaire, favorise la progression de l'extrême-droite en validant par les actes et les discours ses principales thèses. La perpétuation et le renforcement des inégalités socio-économiques permet également à l'extrême-droite de présenter son discours raciste et nationaliste sous un vernis faussement social voire populaire, ce qui rend celui-ci d'autant plus dangereux.

Voter, c'est également soutenir l'idée que les élections sont un instrument efficace pour éviter à l'extrême-droite d'arriver au pouvoir. C'est se tromper ou ignorer la capacité opportuniste d'adaptation de l'extrême-droite aux exigences du système électoral et républicain. D'un point de vue historique, rappelons-nous que Hitler et Mussolini sont arrivés au pouvoir grâce aux élections. Pétain a obtenu les pleins pouvoirs

grâce aux parlementaires « démocratiquement » élus. Plus récemment, le FPÖ autrichien est arrivé aux portes du pouvoir grâce aux élections, et les néo-nazis d'Aube dorée en Grèce ou du Jobbik en Hongrie ont acquis une certaine légitimité institutionnelle grâce aux urnes. Et que dire de la victoire récente de Donald Trump aux États-Unis... (voir encadré)

L'antifascisme républicain est d'ailleurs à bout de souffle, affaibli par la position « ni PS ni FN » de la droite, et par le ralliement des partis de gouvernement aux thèses du FN. Celui-ci évolue d'ailleurs comme un poisson dans l'eau dans le système électoral en revendiquant son attachement à la République et à la démocratie représentative. Il se fait même parfois plus « républicain que la République » en revendiquant, non sans arrière-pensées opportunistes, plus de proportionnelle dans les scrutins...

La victoire de Trump aux élections présidentielles américaines : un cas d'école

La victoire du candidat fascisant Donald Trump (ou plutôt la défaite de Clinton) aux États-Unis, dans un contexte de montée des inégalités et de dégradation des conditions de vie, est un très mauvais coup porté aux prolétaires et aux différentes minorités nationales et sexuelles. Nul doute qu'elles devront faire face à des attaques encore plus dures que celles subies lors des mandatures précédentes. Passons sur les bizarreries du système électoral états-unien de type indirect qui consacre un candidat ayant plus de 2 millions de voix de moins que son adversaire battue. Cette poussée réactionnaire n'est pas spécifique aux États-Unis ; elle est le résultat d'un processus à l'œuvre dans la plupart des démocraties capitalistes, qui se base sur :

- X une montée des inégalités économiques et sociales liées à l'accaparement des richesses par la bourgeoisie. Aux États-Unis, 1 % de la population détient 85 % des richesses alors que le nombre de travailleurs et de travailleuses pauvres ne cesse d'augmenter ;
- X une collaboration active des gouvernements précédents avec le pouvoir économique capitaliste, rendant caduques les promesses électorales d'un changement réel. La gauche, engluée dans l'électorisme et le réformisme, ne prétend même plus essayer de maîtriser le capitalisme et ses effets. Elle ouvre donc la porte grande ouverte aux démagogues et fascistes de tout poil, dont Trump en est le triste exemple, qui peuvent sans difficulté se revendiquer « anti-système »

alors qu'ils en sont les plus grands défenseurs et les plus fidèles serviteurs ;

- X une déception liée à ces renoncements (prévisibles) mais aussi une certaine lucidité quant à l'impossibilité d'obtenir des progrès économiques et sociaux en votant pour tel ou tel candidat de gauche (d'autant plus avec une candidate incarnant autant l'arrogance et le pouvoir de la bourgeoisie que Clinton) ;
- X une certaine faiblesse des mouvements sociaux et syndicaux, seuls à même de faire reculer la progression du capitalisme, du racisme et du patriarcat.

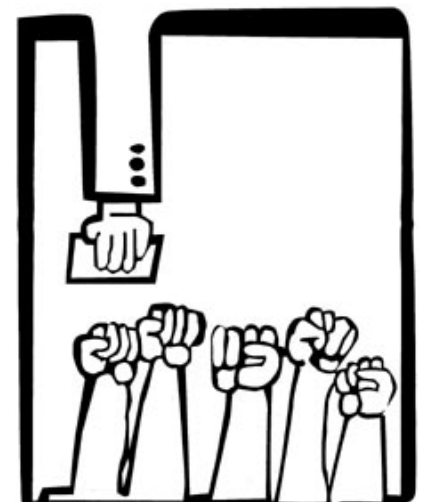
La leçon de la victoire de Trump n'est donc pas, comme le clament déjà les caciques du parti socialiste, la nécessité du « vote utile » pour barrer la route à l'extrême-droite en France. On peut même dire que c'est la logique du vote (toujours « inutile » en réalité...), en pérennisant un système inique et en désarmant les classes populaires dans leurs combats, qui favorise la poussée et la victoire potentielle d'apprentis fascistes. Face à l'extrême-droite, aux États-Unis comme ailleurs : don't mourn, organize !1 (Ne te lamente pas, organise-toi !)

1. Expression attribuée au syndicaliste révolutionnaire américain Joe Hill au début du XXe siècle.

Le refus massif du Front national au 2nd tour des élections présidentielles de 2002 n'a d'ailleurs pas enclenché une dynamique positive permettant de faire reculer concrètement ses idées. Faire barrage au FN par les urnes revient à reporter le problème aux élections suivantes, surtout en période de crise, et aboutit à un affaiblissement des luttes et du pouvoir populaires.

Imaginons un seul instant que les millions de personnes qui ont voté contre Le Pen en 2002, le TCE en 2005 ou encore Sarkozy en 2007

et 2012 soient descendues dans la rue et aient construit sur le terrain la résistance populaire. Cet engagement massif, s'il n'aboutit pas systématiquement à des miracles en termes d'avancées sociales, aurait pu permettre à toutes ces personnes de faire valoir leurs choix (contre les politiques racistes, sécuritaires, capitalistes...) de manière bien plus efficace qu'en glissant une simple enveloppe dans une urne. Quelles que soient les « bonnes » intentions d'un vote « contre », on ne constate pas une réelle traduction de celui-ci sur le terrain des luttes dans la durée.



Face à l'impasse électorale et face au fascisme : riposte sociale !

Or, la montée de l'extrême-droite, aux élections et dans la rue, est aussi le résultat de notre incapacité à faire vivre un antifascisme social et populaire. Cet antifascisme populaire ne peut vivre qu'à travers nos luttes, seules à même de construire une solidarité de classe suffisamment forte. Les luttes que nous perdons ou que nous ne parvenons pas à mener viennent donc renforcer chaque jour l'em-

prise des idées d'extrême-droite dans la société.

Valse absurde, le système électoral fait le jeu du Front national. Retroussons-nous les manches pour préparer le terrain aux nécessaires affrontements de classe à venir, et pour redonner confiance à notre camp social. Convainquons, par le discours et par les actes, de l'inutilité des urnes pour

défendre les droits des exploités-e-s et dominés-e-s, ainsi que pour lutter contre la peste brune. Contribuons à l'expression de la solidarité de classe, notamment envers les migrant-e-s. Au sein des organisations de lutte et des mouvements sociaux, ne perdons pas notre énergie dans des combats politiques où, quel que soit le candidat élu, ce seront les classes populaires qui en paieront le prix.

Nous savons qu'il s'agit d'un combat difficile et de longue haleine, sans doute moins confortable que de mettre un bulletin dans une urne. Mais c'est un combat terriblement nécessaire pour contrecarrer les offensives capitalistes, racistes, patriarcales et LGBTphobes, et construire un autre futur.

Le tirage au sort ? Encore une impasse !

Etienne Chouard et ses « disciples », les « Gentils Virus » comme ils/elles se nomment, proposent, comme alternative au système électoral actuel, le tirage au sort parmi des volontaires pour désigner une assemblée constituante et les responsables politiques. Ce système, selon elles et eux, permettrait d'en finir avec la concentration du pouvoir aux mains de quelques-uns et les abus qui en découlent. Ils/elles s'appuient sur la mythification d'une démocratie athénienne idéalisée à outrance (oubliant par exemple que les postes les plus importants n'étaient pas tirés au sort et que les femmes, esclaves et étrangers n'y avaient pas accès).

Les partisans de cette « solution » se basent sur certains constats que les libertaires peuvent partager d'un premier abord : les personnes et groupes détenteurs du pouvoir (économique et politique) ne cherchent pas le bien commun mais le maintien et le renforcement de leurs positions dominantes.

Cependant, ils/elles ne dénoncent jamais le capitalisme comme un système économique inégalitaire en soi, n'abordent pas les questions du rapport exploitateur/exploité-e-s, et ne font pas l'analyse des rapports de domination existants en tant que systèmes sociaux. Or, le tirage au sort des dirigeants politiques ne changera rien à ces systèmes.

Au contraire, les chouardistes préfèrent parler d'oligarchie financière, ce qui permet d'éclipser l'anticapitalisme en ne « s'attaquant » qu'à la « finance », grand thème de l'extrême droite et des conspirationnistes, et paravent pour des thèses antisémites.

Chouard se dit lui-même anarchiste et nationaliste. Sous une apparente naïveté, il entretient la confusion en mélangeant références progressistes et réactionnaires. Cette « alternative », en plus de dévier l'énergie des luttes collectives pour un projet qui n'apporterait ni plus d'égalité ni plus de liberté, sert principalement de passerelle vers l'extrême droite dont il relaie nombre d'articles.

Ne nous y trompons donc pas, cette soi-disant « démocratie réelle » est bien loin de la démocratie directe portée par le mouvement anarchiste et développée dans ce numéro.

Pour aller plus loin :

<http://confusionnisme.info/2015/03/18/le-vrai-visage-detienne-chouard/>

<http://confusionnisme.info/2015/04/16/confidences-et-mises-en-garde-dun-ex-lieutenant-detienne-chouard/>



LA COORDINATION DES GROUPES ANARCHISTES

***Nous sommes une organisation spécifique anarchiste
se réclamant du communisme libertaire.***

La CGA est une fédération de groupes et de liaisons se retrouvant sur des principes et fonctionnement communs. Regroupant des militantes et des militants conscient·e·s de la nécessité de s'organiser pour lutter contre ce qui nous opprime, dans une perspective révolutionnaire, elle se veut un outil au service d'une double tâche :

- X la promotion du projet de société et des pratiques anarchistes,
- X favoriser l'émergence et le développement de luttes sociales populaires.

Notre conception du combat contre la bourgeoisie, le capitalisme, l'État, les systèmes racistes et de domination masculine, l'oppression religieuse, est résolument internationaliste, convaincu que les frontières, l'impérialisme et les guerres sont l'arme des classes dominantes sur le plan international pour diviser les exploité·e·s et les dominé·e·s selon le bon vieux principe du « diviser pour mieux régner ».

Contacts

Alpes-de-Haute-Provence

★ secretariat@c-g-a.org

Clermont-Ferrand

★ clermont-ferrand@c-g-a.org

★ Site Internet : www.cgaclermontferrand.org

Gard

★ secretariat@c-g-a.org

Haute-Savoie

★ groupe-haute-savoie@c-g-a.org

Jura / Lons-le-Saunier

★ secretariat@c-g-a.org

Le Mans

★ secretariat@c-g-a.org

Lyon

★ groupe-lyon@c-g-a.org

★ Twitter : twitter.com/cgalyon1

★ Site Internet : cgalyon.ouvaton.org

Mâcon

★ macon@c-g-a.org

Montpellier

★ groupe-uaf@c-g-a.org

★ Site Internet : unautrefutur.org

Nantes

★ nantes@c-g-a.org

Région Parisienne

★ region-parisienne@c-g-a.org

★ Site Internet : www.cga-rp.org

Rennes

★ secretariat@c-g-a.org

Saint-Étienne

★ groupe-stetienne@c-g-a.org

Toulouse

★ toulouse@c-g-a.org

secretariat@c-g-a.org

www.c-g-a.org